

# ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025

CONFÉRENCE DE PRESSE  
MARDI 12 NOVEMBRE 2024



2025

---

**UN BUDGET AMBITIEUX ET PROTECTEUR,  
RECENTRÉ SUR LES PRIORITÉS RÉGIONALES**

**1**

**Face à une confiscation imprévue et injuste de nos recettes, le refus d'augmenter les impôts des Franciliens**

**2**

**7 choix clairs de continuité dans l'action volontariste de la Région**

**3**

**Une décision contrainte mais cohérente : suspendre en 2025 et rendre à l'État la charge des politiques en cofinancement État-Région**



1

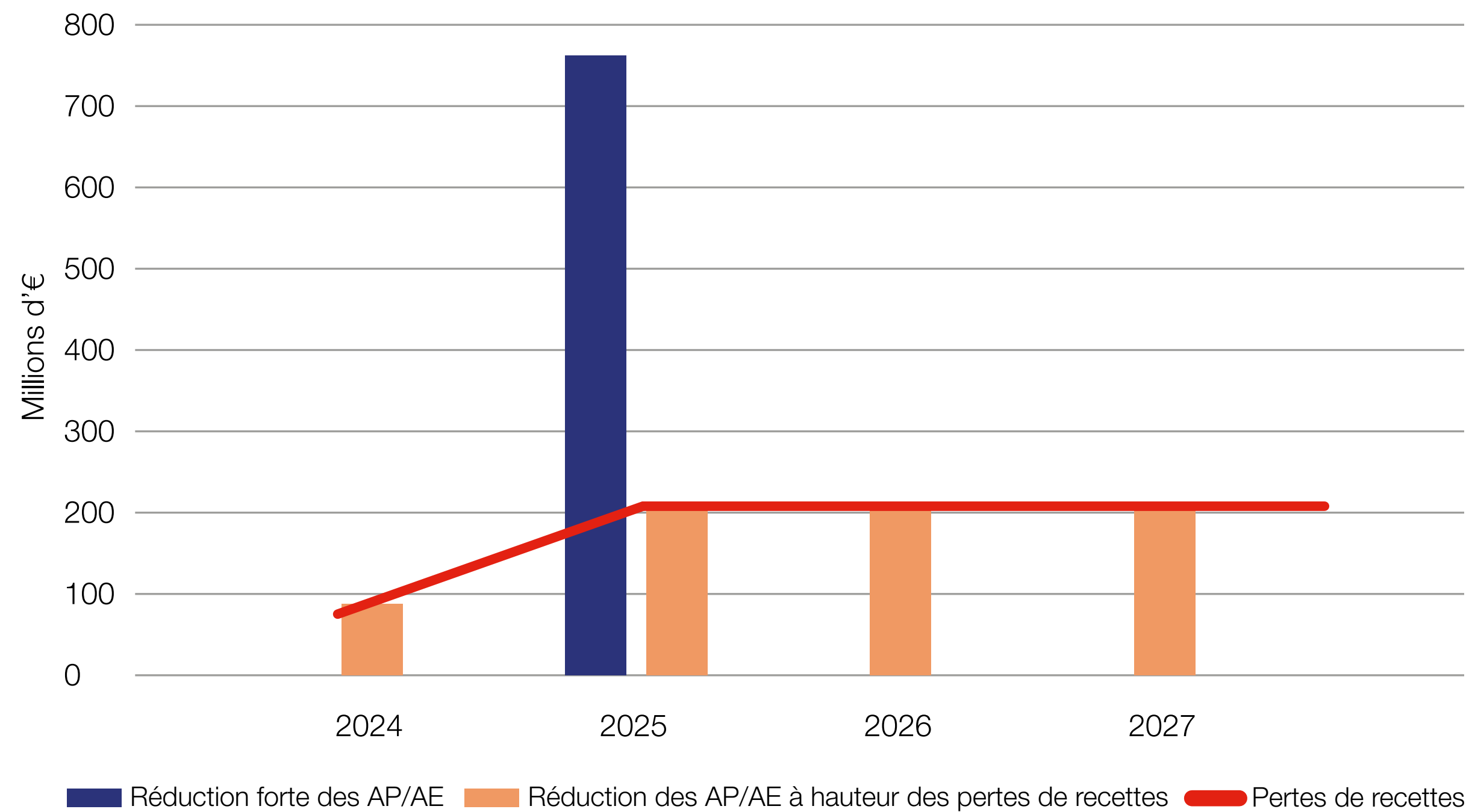
**Face à une confiscation imprévue et injuste  
de nos recettes, le refus d'augmenter les impôts  
des Franciliens**

# 321 M€ de recettes en moins entre 2024 et 2025

- Avec le PLF 2025, une **baisse inédite de 5% des recettes** de la région
- Cela représente 321M de recettes en moins pour la région entre 2024 et 2025 :
  - **100M en 2024** liées aux erreurs de prévisions de TVA de l'Etat depuis 2 ans
  - **221M en 2025** répartis ainsi :
    - 81 M€ au titre de fonds de réserve
    - 71 M€ de gel de la dynamique de TVA
    - 60 M€ au titre d'erreurs complémentaires de prévision de TVA
    - 9 M€ liés à la baisse du taux du FCTVA de 2 points
- Sans compter les 8 M€ de dépenses nouvelles imposées au titre de la réduction du déficit de la CNRACL
- Depuis 2019, les recettes de la Région Île-de-France ont baissé continuellement en volume de 14,3%
- Alors que les **recettes par habitants de la Région Île-de-France sont déjà les plus faibles de France** : 390€/habitant vs 496 € pour les autres Régions (-21%)

# 760 M€ d'économies en 2025 pour anticiper 3 ans de pertes de recettes

L'État nous prive de manière brutale et arbitraire de 100M de recettes en 2024 et de 220 M de recettes en 2025, baisse qui se répercutera chaque année jusqu'à la fin du mandat



# Un coup de rabet aveugle et injuste de l'État qui ne tient pas compte de la bonne gestion de la région

- **La région est la plus contributrice à l'effort national (12% de l'effort national) alors :**
  - Qu'elle verse déjà 1Md€ au titre de la péréquation (97% de la péréquation interrégionale)
  - Qu'elle a déjà **réduit de -20% ses dépenses de fonctionnement** (en valeur réelle) entre 2015 et 2024 grâce notamment :
    - À la fermeture de 15 structures para-régionales
    - Au déménagement à Saint-Ouen (division par 2 du prix au m<sup>2</sup> / surfaces réduites de 30%)
    - À la suppression de 450 postes au siège
  - Qu'elle emploie **20% de moins d'agent par habitant** que la moyenne des autres régions
  - Que ses **dépenses de fonctionnement par habitant sont les plus faibles de France**: 222€/habitant contre 326€ en moyenne nationale (soit 30% de moins)
  - **Qu'elle a intrinsèquement une excellente note**: AA+ par Fitch et Aa2 par Moody (sept 24), supérieure à celle de l'État



2

**7 choix clairs de continuité dans  
l'action volontariste de la région**



# Pour une vraie cohésion régionale, la révolution de la billettique

- **La révolution de la billettique avec le tarif unique**
  - Tarif unique et liberté+ dans toute la Région, une mesure de cohésion sociale et territoriale
- **Sanctuarisation de l'accord Etat-IDFM-Collectivités** sur l'exploitation des nouvelles lignes **pour limiter la hausse des tarifs pour les usagers** (contribution régionale à IDFM en hausse de + 31 M€, soit 795 M€ en 2025)
- **Un niveau d'investissement historique avec 4,3 Md€ de la Région sur la période 2023-2027**
  - Priorité absolue à la modernisation du réseau existant (automatisation des RER B et D), au rééquilibrage territorial avec de nouvelles lignes (6 prolongements de tramways T1, T7, T8, T10 et T13, des bus en site propre TZen 3 et 4, le câble C1)
  - Soutien au plan des mobilités 2030 avec -26 % d'émissions de CO2 entre 2019 et 2030
  - Poursuite du plan vélo pour 450 kilomètres de linéaires à horizon 2030
- Poursuite de la modernisation du matériel roulant: 1000 trains neufs et rénovés depuis 2016 et **132 supplémentaires en 2025** (métros, RER D et E)
- **Lancement du projet de « métro pour tous » en commençant par la ligne 6**

# Pour l'égalité des chances, sanctuarisation de tous nos investissements aux lycées et de nos politiques éducatives : 1,7 Md euros

- **Poursuite du plan d'urgence pour les lycées franciliens (1Md€) :**
  - 14 000 places déjà livrées, 12 000 en cours de livraison, 4 000 à lancer avant 2027 et le lancement des études pour 7 lycées neufs (Bagneux, Gonesse, Montévrain, ST Pierre, Magny, Villeparisis, Romainville)
  - Déploiement des plans embellissement (100 lycées), végétalisation (50 lycées) et équipements sportifs (21 lycées)
  - 60 lycées déjà rénovés et 3 fois moins de lycées vétustes qu'en 2016
- **Augmentation de la Dotation globale de fonctionnement des lycées** à périmètre constant, incluant la prise en charge directe par la région des dépenses de chauffage et d'électricité:
  - De 158M en 2015 à 258M en 2024, soit +69%
- **ORIANE** : Mise en service d'un **2<sup>e</sup> bus de l'orientation** (déjà 2 800 collégiens ou lycéens accompagnés lors des 70 déplacements du bus de l'Orientation)

# Pouvoir d'achat: maintien de toutes les aides aux familles

- **Gel des tarifs de restauration scolaire pour les foyers les plus modestes** pour la 4<sup>e</sup> année consécutive : prix de 0,50 € à 4,49 € pour un repas qui coûte à la région 10 €
- **Gratuité des manuels scolaires pour tous les élèves** et 100 % des élèves de 2<sup>nd</sup>e dans un lycée public dotés d'un ordinateur à mémoire augmentée, soit l'équivalent d'une aide de **600 € par élève**
- **300 euros d'aide via LABAZ pour les jeunes** (Navigo Imagine R, accès au sport et à la culture, acquisition d'un vélo)
- **Aide au permis de conduire de 1000 euros pour les jeunes en insertion**
- **Aide pour les étudiants**
  - **800 nouveaux contrats d'étudiants mentor** au sein des universités
  - Poursuite des **bourses au mérite pour les bacheliers mentions TB et des DAEU** (1000 euros)
- **Aide aux apprentis**
  - **Aide forfaitaire de 200 euros pour les niveaux 3 et 4** (CAP jusqu'au Bac) et **nouvelle aide de 115 euros (BTS)**
- **Revenu jeunes actifs (RJA) : jusqu'à 5000 euros** pour le pouvoir d'achat des jeunes en formation
- **Aide aux agriculteurs sinistrés** (1500 euros par exploitation)

# Écologie et services publics : sanctuarisation de nos aides aux communes et aux départements

- **Lutte contre les fractures territoriales et services publics pour tous :**
  - Poursuite de la dynamique des contrats d'aménagement régionaux (50M)  
Depuis 2017, 368 CAR ont été signés dont 67 en 2024
  - Requalification durable des quartiers avec le NPNRU (19M)
  - Poursuite des contrats ruraux (14M). 450 COR ont été signés depuis 2017  
dont 69 en 2024
- **Transition écologique et adaptation au changement climatique :**
  - Poursuite des accords avec les départements (plan vélo, plan arbre, plan anti-bouchons...)
  - Poursuite du plan vert (nouveau : ouverture au public du Bois du Piple)
  - Construction et rénovation énergétique des équipements sportifs (piscines, gymnases)
  - Poursuite de l'aide d'urgence à destination des communes et des commerçants frappés par les inondations

# Bouclier de sécurité : sanctuarisation des aides et hausse des Brigades régionales lycées et transports

- **Poursuite du Bouclier de sécurité** (90% de la population francilienne couverte et 707 communes)
  - Soutien des communes pour l'équipement des polices municipales
  - Aide à l'équipement en vidéoprotection de l'espace public
- **Augmenter la sécurité des communautés éducatives :**
  - Des brigades régionales de sécurité aux effectifs doublés : de 50 à 100 agents
  - Déploiement des boutons d'alerte dans tous les lycées, soit 2 240 € par lycée.
- **Renforcer la sécurité dans les transports :** doublement des équipes de la Brigade régionale des transports avec 100 agents

# Lutte contre les déserts médicaux, avec la montée en puissance des formations d'infirmiers

- **+ 20% de places de formations d'infirmiers** depuis 4 ans et les revalorisations du Segur, soit 1273 places en plus de première année en soins infirmiers
- 12 000 bourses allouées en 2024 aux étudiants des formations sanitaires et sociales
- **Montant moyen des bourses**: 3900 euros par an, soit **une hausse de 42%** depuis 2016
- **Un budget consacré aux formations sanitaires et sociales qui a doublé depuis 2016**



# Une politique d'innovation ambitieuse

- **Sanctuarisation des 9 domaines de recherche et d'innovation d'intérêt majeur (DIM) et 2 nouvelles Questions d'intérêt majeur (QIM):** sécurité routière et transition écologique lancées fin 2024
- **Poursuite des aides aux équipements scientifiques SESAME** pour maintenir la compétitivité des laboratoires au meilleur niveau des standards internationaux
- **Poursuite de la structuration des écosystèmes IA et quantique:** hub de l'IA et hub du quantique à Saclay, Challenges, grands lieux d'innovation...
- **Poursuite de l'innovation pédagogique:**
  - Déploiement d'une nouvelle plateforme (Pearltrees) et de 24 manuels numériques « libres » pour tous les lycées
- **Poursuite de la transformation digitale de la Région**

# 3

## Une décision contrainte mais cohérente : suspendre en 2025 et rendre à l'État la charge des politiques en cofinancement État-Région

---

- Année blanche sur tous les projets de CPER (à l'exception des projets de transport demandés et cofinancés par les départements)
- Année blanche sur les grands projets d'énergies renouvelables, cofinancés avec l'ADEME et la banque des territoires
- Année blanche sur les subventions au logement (à l'exception des subventions ANRU)
- Dénonciation du PRIC et suspension des nouvelles commandes de formations professionnelles, hors compétence obligatoire de la région



# Pour conclure

- **Nous sommes contraints de reporter ces projets** sine die **pour**:
  - **Éviter l'envolée de la dette de l'Île de France...** et que la charge de la dette ne vienne amputer nos marges de manœuvre
  - **Ne pas augmenter les impôts des Franciliens** dans une année où ils vont être mis fortement à contribution
- C'est à l'État d'assumer ces projets pleinement et entièrement à présent.
- **Nous refusons de dévier de notre trajectoire sur nos priorités politiques et nos compétences régionales** car il reste encore beaucoup à faire pour transformer la région.
- **Nos investissements redémarreront naturellement si des recettes supplémentaires étaient votées lors du PLF 2025**